

Rwanda France

Le FPR demande à la France de rester neutre

AFP, 9 avril 1994

OUAGADOUGOU, 9 avr. Le Front patriotique rwandais (FPR) demande à la France de ne “pas se mêler du problème (rwandais) et de s’en tenir au rapatriement de ses ressortissants”, a déclaré samedi à Ouagadougou le vice-président du mouvement rebelle, M. Denis Polisi.

Dans un entretien avec l’AFP, M. Polisi, actuellement en visite au Burkina Faso, a demandé au gouvernement français, “qui a donné comme raison à son intervention le rapatriement de ses ressortissants, de respecter ses engagements”.

“Nous ne voulons pas que la France soutienne la garde présidentielle, cette bande de criminels qui a voulu former un gouvernement bidon”, a-t-il ajouté. “C’est une honte pour la France d’avoir armé et entraîné cette garde présidentielle”, a-t-il affirmé.

Quelque 600 Français sont installés au Rwanda, où de sanglants affrontements inter-ethniques se déroulent depuis trois jours. Un premier contingent de 280 soldats français est arrivé dans la nuit de vendredi à samedi et devait être renforcé dans la soirée par une compagnie de 120 hommes.

Un premier vol d’évacuation français avec 43 personnes à bord a quitté Kigali samedi soir.

Le vice-président du mouvement de la rébellion de la minorité tutsie a confirmé que le “FPR avait déjà quitté le nord et se dirigeait vers la capitale”.

Il a répété que son mouvement ne négocierait pas avec ceux qui ont “refusé” les accords d’Arusha (Tanzanie) et qui “se sont illustrés dans les massacres de civils”. Ces accords ont été signés en août dernier entre le gouvernement et la rébellion, après trois années de guerre civile.

Il a affirmé que le FPR est disposé à composer avec “les forces de l’opposition” afin de “mettre en place un gouvernement de transition”.

M. Polisi est au Burkina-Faso depuis mercredi. Il était venu demander au gouvernement burkinabè de plaider sa cause “au sein de l’ONU et de l’Organisation de l’unité africaine (OUA) afin d’aider le Rwanda à sortir de l’impasse”.

Le Premier ministre burkinabè, M. Marc Christian Roch Kaboré, a indiqué à l’AFP que le gouvernement “attendait que la situation s’éclaircisse avant d’envisager une éventuelle médiation”.

FP-CPY/mfo